

Éducation : contre le caprice mondialisé

Philippe Meirieu

Professeur à l'université LUMIERE-Lyon 2
Responsable pédagogique
de la chaîne de télévision éducative CAP CANAL

Les débats éducatifs sont trop souvent, en France, réduits aux débats sur l'École. Certes notre histoire y invite : aucun pays plus que le nôtre ne s'est construit avec et sur son système scolaire. Et si nous ne restaurons pas l'espérance dans une institution aujourd'hui largement réduite à une gare de triage, nous nous devons faire face, en même temps, à l'explosion de la jeunesse et à la dépression des professeurs. Quand le fatalisme triomphe et que le découragement s'impose chez ceux qui incarnent l'avenir, il y a de quoi s'inquiéter... Réjouissons-nous donc que la campagne électorale fasse une place aux problèmes scolaires et permette de poser des questions aussi décisives que celle de la carte scolaire, du métier d'enseignant, des dispositifs d'orientation ou de l'accompagnement des élèves.

Pour autant, nous n'en sommes pas quittes. Le symptôme est là qui insiste et bégaye : inquiétudes sur la baisse de niveau, interrogations sur l'autorité, polémiques sur les responsabilités réciproques des professeurs et des parents, épouvante devant des actes de violence qui échappent à l'entendement. C'est que la question scolaire ne peut être pensée indépendamment de l'organisation même de notre société et, plus précisément, du statut que cette société donne à l'enfance.

Nous sommes, en effet, face à un phénomène complètement inédit dans l'histoire du monde : le caprice, qui n'était qu'une étape du développement individuel de l'enfant, est devenu le principe organisateur de notre développement collectif. Nous savons, en effet, que l'enfant, passe toujours par une phase où, installé dans la toute-puissance, il croit pouvoir commander aux êtres et aux choses. Qu'on parle de narcissisme initial ou d'égoïsme infantile, on souligne toujours le même phénomène : l'enfant, empêtré dans des désirs qu'il ne sait encore ni nommer ni inscrire dans une rencontre avec autrui, est tenté par le passage à l'acte. L'éducateur devra donc l'accompagner patiemment sur le chemin du sursis : lui apprendre à ne pas réagir tout de suite par la violence ou la fuite en avant... pour prendre le temps de s'interroger, d'anticiper, de réfléchir, de métaboliser ses pulsions, de construire sa volonté. Affaire de dispositifs et d'attitudes : affaire de pédagogie donc. On ne sort pas de l'infantile tout seul : on a besoin de s'inscrire dans des configurations sociales qui donnent sens à l'attente et permettent d'entrevoir, dans les frustrations inévitables, des promesses de satisfactions futures. Affaire jamais définitivement bouclée : l'infantile nous talonne dans la maturité et la tentation reste grande, à tous les âges de la vie, d'abolir l'altérité pour se réinstaller, ne serait-ce qu'un moment, sur le trône du tyran.

Or, ce qui fait crise aujourd'hui, c'est que la machinerie sociale tout entière, loin de fournir des points d'appui à l'enfant pour se dégager de l'infantile, répercute à l'infini le principe dont l'éducation doit justement lui apprendre à se dégager : « Tes pulsions sont des ordres ». Ainsi « la pulsion d'achat » devient-elle le moteur de notre développement économique. La publicité court-circuite toute réflexion et exalte le passage à l'acte immédiat. La télévision zappe plus vite que les téléspectateurs pour les scotcher à l'écran et les empêcher de passer sur une autre chaîne. Le téléphone portable réduit les relations humaines à la gestion de l'injonction immédiate. Ce n'est pas un complot – celui de soixante-huitards qui auraient décidé de saboter l'instruction du peuple - , c'est une conspiration : tout « respire ensemble » et susurre à l'oreille des enfants et adolescents : « maintenant, tout de suite, à n'importe quel prix... »

Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, qu'il soit devenu plus difficile d'éduquer aujourd'hui : les parents savent l'énergie qu'il faut dépenser pour contrecarrer l'emprise des modes, des marques, des stéréotypes imposés par les « radios jeunes » et répercutés par les médias. Les professeurs constatent, au quotidien, la difficulté de construire des espaces de travail effectif, de permettre la

concentration, de former à la maîtrise de soi et à l'investissement dans une tâche. Ils voient leurs élèves arriver en classe avec une télécommande greffée au cerveau, un *phallus high-tech* qui dynamite tous les rituels scolaires qu'ils peinent à mettre en place. La préoccupation principale des enseignants – ce qui les épuise aujourd'hui – est de faire baisser la tension pour favoriser l'attention. Et le malaise est là : moins dans le niveau qui baisse que dans la tension qui monte.

Face à ce déferlement de l'infantile, qui remet en cause l'institution elle-même, la pensée magique fait des ravages : « restaurer l'autorité », changer les méthodes de lecture et apprendre les quatre opérations dès le cours préparatoire sont présentés comme des moyens de sauver, en même temps, les Lettres et la République ! Triomphe de la prescription technocratique quand il faudrait, au contraire, créer obstinément des situations pédagogiques où l'enfant découvre, dans l'action, que la jouissance de l'instant est mortifère et qu'il n'y a de désir possible que dans la construction de la temporalité.

Mais, face à ce déferlement de l'infantile, qui trouve dans la modernité les moyens de la barbarie, la pensée totalitaire avance aussi sournoisement. Elle se nourrit de la peur et se déploie toujours selon la même logique : dépister, le plus précocement possible, les déviations individuelles, les circonvenir en isolant et médicalisant tous les « troubles », typologiser, classer et séparer les individus, les assujettir à une logique de service contrôlée par des officines privées. Triomphe d'une normalisation *soft*, plébiscitée par l'individualisme libéral, quand il faudrait, au contraire, déverrouiller les destins en faisant circuler de la parole, en permettant aux sujets de se mettre en jeu sur des projets improbables, de rencontrer des occasions de s'impliquer et de fabriquer du collectif.

Ainsi, parce que la crise de l'École renvoie à des enjeux fondamentaux, on n'y mettra pas un terme par des mesures techniques circonscrites. C'est la crise de l'éducation qu'il faut traiter, en posant des questions qui restent encore très largement occultées : peut-on continuer à considérer l'enfant comme un prescripteur d'achat, un public captif pour la publicité ? Ne faut-il pas prendre au sérieux, enfin, la question des médias – et, en particulier, de l'audiovisuel – en faisant valoir que leur liberté d'expression s'exerce dans une démocratie et doit s'accompagner d'un devoir d'éducation ? Ne faut-il pas repenser la gestion du temps de l'enfance en relâchant, au moins partiellement, la pression évaluative ? Ne faut-il mettre en place une relance de l'Éducation

populaire pour faire pièce à la frénésie consummatrice en matière de loisirs et de culture ? Ne faut-il pas, enfin, faire du soutien à la parentalité une priorité politique, en cessant de considérer les parents en difficulté comme des délinquants ou des malades mentaux ?

Bien sûr, l'École devra prendre sa place dans ces dispositifs : en s'interrogeant sur la manière de lutter contre les coagulations d'élèves qui tiennent aujourd'hui lieu de « classes »... en structurant des groupes de travail exigeants où chacun ait une place et ne soit pas tenté de prendre toute la place... en articulant une pédagogie de la découverte, qui donne sens aux savoirs, et une pédagogie de la formalisation rigoureuse, qui permette de se les approprier... en développant une véritable éducation artistique, physique et sportive qui aide chacun à passer de la gesticulation au geste... en vectorisant le temps scolaire par une « pédagogie du chef d'œuvre », pour que chacun puisse s'inscrire dans un projet et cesse d'exiger tout, tout de suite, tout le temps.

Tous les niveaux de l'École et toutes les disciplines scolaires peuvent et doivent s'impliquer dans cette entreprise. Comme tous les acteurs sociaux. En imaginant et mettant en oeuvre des projets éducatifs capables de faire contrepoids, partout, au caprice mondialisé. Mais en osant, aussi, se demander si l'éducation à la démocratie et la toute-puissance du marché sont compatibles. Et quelles alternatives nous pouvons inventer pour sortir de l'impasse...